

Synthèse approfondie et mémorisable

Thème 6 HGGSP Terminale

L'enjeu de la connaissance

Objectif

Complément de cours pour réviser efficacement le bac et préparer le Grand Oral. Fiche claire, structurée, actualisée, enrichie d'exemples et de références scientifiques.

I. INTRODUCTION GÉNÉRALE : POURQUOI LA CONNAISSANCE EST-ELLE UN ENJEU GÉOPOLITIQUE MAJEUR ?

Problématique

En quoi la production, la diffusion et le contrôle des connaissances constituent-ils des leviers de puissance pour les États ?

Points clés à retenir

- La connaissance comme ressource stratégique : dans un monde globalisé, l'accès au savoir et la capacité à produire des connaissances (scientifiques, techniques, économiques, culturelles...) déterminent en partie la puissance d'un État. Celui qui maîtrise les flux d'information, les innovations de rupture, les brevets ou les systèmes éducatifs performants dispose d'un avantage compétitif majeur.
- La « société de la connaissance » (Peter Drucker, 1969) : concept qui désigne un modèle de société où les savoirs et leur usage deviennent la principale source de croissance, de pouvoir et de légitimité. Cette société repose sur quatre piliers : éducation, recherche, innovation, information.
- La production et la circulation des connaissances sont inégalement réparties à l'échelle mondiale. Les pays les plus développés possèdent les infrastructures éducatives et scientifiques les plus puissantes, tandis que d'autres peinent à y accéder, ce qui alimente des inégalités géopolitiques.
- Entre ouverture et contrôle : la circulation des savoirs pose la question de leur accessibilité (open access, Internet, données libres) face à la volonté de contrôle (brevets, censure, cybersurveillance, manipulation). Cette tension est au cœur des rivalités contemporaines, notamment dans les domaines du numérique, de l'intelligence artificielle, des technologies militaires ou de la santé (brevets sur les vaccins, par exemple).
- Un prolongement des enjeux d'information étudiés en Première : après avoir étudié la manière dont l'information est produite, manipulée ou censurée, il s'agit ici de comprendre comment la connaissance – plus large et plus durable que l'information – devient elle aussi un outil d'influence, voire de domination.

Limites et critiques de la société de la connaissance

Si le modèle de la « société de la connaissance » met en avant les promesses de croissance, d'émancipation et de coopération, il soulève aussi plusieurs limites majeures qu'il faut interroger.

- **Une marchandisation croissante du savoir** : la privatisation des publications scientifiques (ex : Elsevier, Springer) limite l'accès libre aux connaissances. Les grandes entreprises du numérique (GAFAM) deviennent les principaux médiateurs de l'information, orientant les contenus selon leurs



logiques commerciales et algorithmiques.

• **Une technocratisation de l'expertise** : le savoir est de plus en plus complexe et réservé aux élites technoscientifiques, ce qui renforce la fracture entre experts et citoyens. Ce phénomène alimente parfois une défiance envers la science (ex : pandémie de Covid-19).

• **Des inégalités d'accès persistantes** : à l'échelle mondiale, la fracture numérique empêche des millions de personnes de participer à la société de la connaissance.

• **Un impérialisme cognitif ?** : les savoirs dominants sont majoritairement produits dans les pays du Nord et diffusés en anglais, au risque d'effacer d'autres formes de connaissances (autochtone, orale, populaire).

Domination épistémique et impérialisme cognitif

- Les savoirs produits dans les pays du Nord dominent les circuits académiques et scientifiques (revues anglophones, normes de publication, financements).
- Les savoirs autochtones, traditionnels, populaires, ou produits dans le Sud sont souvent **dévalorisés, non reconnus, voire effacés**.
- Exemple : Environnement et climat – de nombreuses populations locales (ex. : peuples amazoniens, pêcheurs du delta du Gange) possèdent des savoirs empiriques ignorés dans les négociations internationales.

Science et pouvoir d'exclusion

- L'histoire montre que la science peut être **excluante** : réservée aux élites masculines, blanches, occidentales pendant des siècles.
- Exemples : exclusion historique des femmes de l'Université, racisme scientifique, classification hiérarchique des peuples au XIXe siècle.
- Aujourd'hui encore, l'accès aux études supérieures ou à la recherche reste fortement inégal (selon le genre, l'origine sociale, le pays).

Instrumentalisation du savoir à des fins de contrôle

- Le savoir peut servir à **produire des normes sociales ou idéologiques** (propagande, réécriture de l'histoire, éducation orientée).
- Exemple contemporain : certains États réécrivent les programmes scolaires pour construire un **roman national** exclusif ou censurent des connaissances gênantes (ex. : Chine, Russie, Hongrie...).
- Dans le cyberespace, la **manipulation algorithmique des savoirs** (via moteurs de recherche ou réseaux sociaux) oriente ce que l'on peut connaître.

Conclusion intermédiaire : La connaissance n'est pas qu'un facteur de progrès : elle est aussi un enjeu de pouvoir, un vecteur d'exclusion, ou un instrument d'influence. Ces tensions structurent les chapitres suivants.

Bonus Grand Oral : cette sous-partie permet de répondre à des questions du type :

- *Qui a le pouvoir de dire ce qu'est un savoir légitime ?*
- *Le savoir peut-il être une forme de pouvoir ?*
- *Le savoir est-il toujours un bien commun ?*
- *La société de la connaissance est-elle vraiment équitable ?*
- *Peut-on démocratiser la science dans un monde inégalitaire ?*



La société de la connaissance ne repose donc pas uniquement sur des valeurs universelles de progrès et de coopération. Elle s'inscrit dans des rapports de pouvoir, des inégalités d'accès et des choix politiques, culturels ou économiques. Pour mieux comprendre ces enjeux, il faut revenir sur les conditions historiques, sociales et géopolitiques de la production et de la diffusion des savoirs. C'est l'objet du premier axe.

II. AXE 1 — PRODUIRE ET DIFFUSER DES CONNAISSANCES

Problématique

Comment les sociétés organisent-elles la production et la diffusion de la connaissance ? Quels en sont les enjeux géopolitiques et sociaux ?

Idées clés à retenir

- Produire et diffuser le savoir est un choix politique et culturel : selon les époques, l'accès à l'instruction, à la recherche et à l'information est plus ou moins contrôlé, restreint ou encouragé.
- Des tensions historiques entre élitisme et démocratisation : longtemps réservée aux élites, la connaissance devient progressivement un enjeu d'émancipation sociale, notamment à travers l'alphabétisation, l'école publique ou les institutions scientifiques.
- L'État, les institutions savantes, les entreprises ou les ONG jouent un rôle déterminant dans la structuration et l'orientation de la production des savoirs.
- Connaissance et puissance vont de pair : celui qui maîtrise la production et la diffusion de savoirs scientifiques ou techniques détient un levier d'influence, voire de domination (ex. : projet Manhattan, brevets pharmaceutiques, IA).

2.1 – L'alphabétisation des femmes du XVI^e siècle à nos jours

Une étude de cas sur la démocratisation du savoir, révélatrice des rapports de pouvoir entre genres, mais aussi entre pays du Nord et du Sud.

Époque	Contexte & avancées	Exemples
Ancien Régime	Accès réservé à l'élite féminine ; visée morale plus qu'émancipatrice	Maison de Saint-Cyr (1686), fondée par Mme de Maintenon pour les jeunes filles nobles
Révolution française	Idéal d'instruction pour tous, mais tensions sur la mixité	Débat Talleyrand (instruction domestique) vs Condorcet (éducation mixte et égale)
XIX ^e siècle	École publique, laïque, obligatoire... mais encore inégalitaire pour les filles	Lois Guizot (1833), Ferry (1881-1882), loi Camille Sée (1880)
XX ^e siècle (Nord)	Vers une parité scolaire réelle	France et Norvège atteignent la parité vers 1970
XXI ^e siècle (Suds)	Retards persistants ; alphabétisation vue comme levier de développement	ODD 4 (ONU), programmes UNESCO, ONG comme Plan International



Chiffre-clé : en 2020, 90 % des hommes adultes sont alphabétisés contre 83 % des femmes (source : Banque mondiale).

Acteurs clés : États, ONG, institutions religieuses, écoles coloniales (ambiguës), programmes internationaux (UNESCO, ONU).

Enjeux géopolitiques :

- L'éducation des filles devient un indicateur de développement.
- Elle fait l'objet de politiques d'influence (aide au développement, conditionnalité des dons).
- Elle renforce la place des femmes dans la vie publique, ce qui peut bousculer des systèmes patriarcaux ou autoritaires.

2.2 – Recherches sur la radioactivité (1896–1950)

Découvreurs et pionniers

- Henri Becquerel : découvre la radioactivité naturelle en 1896.
- Pierre et Marie Curie : isolent le polonium et le radium, théorisent la radioactivité, double Prix Nobel pour Marie Curie (1903 en physique, 1911 en chimie).
- Ernest Rutherford : met en évidence la structure du noyau atomique, pionnier de la physique nucléaire.
- Lise Meitner et Otto Hahn : identifient la fission nucléaire (1938), fondement de l'énergie nucléaire.

Organisateurs de la recherche scientifique

- Instituts de recherche :
 - Institut du radium (Paris), dirigé par Marie Curie.
 - Kaiser-Wilhelm-Institut (Berlin), centre de recherche en physique nucléaire.
 - Cavendish Laboratory (Cambridge), lieu de découvertes fondamentales sur l'atome.
- État et armée : montent en puissance après 1940 (ex. : Projet Manhattan aux États-Unis, financements publics, mobilisation de la recherche au service de l'armement).

Enjeux

- Coopération internationale : congrès Solvay, publications scientifiques, échanges épistolières.
- Rivalité stratégique : course aux découvertes, monopole sur les matières premières (radium, uranium), usage militaire.
- Transformation du métier de chercheur : montée en puissance des financements étatiques, secret-défense, hiérarchisation des laboratoires.

Savoirs autochtones et science citoyenne : vers une décolonisation du savoir ?

- La production des connaissances a longtemps été centrée sur le modèle occidental (universités, laboratoires, experts), au risque d'invisibiliser d'autres formes de savoirs.
- **Les savoirs autochtones**, ancrés dans les pratiques locales et les traditions orales (ex. : gestion de la biodiversité en Amazonie, médecine traditionnelle africaine), sont aujourd'hui reconnus comme des **compléments précieux aux savoirs scientifiques**, notamment en matière d'environnement.
- La **science citoyenne** désigne des formes de recherche participative ouvertes aux non-professionnels (observations de terrain, collecte de données climatiques, projets collaboratifs type Wikipedia ou OpenStreetMap). Elle remet en cause l'idée que seuls les chercheurs "officiels" peuvent produire du savoir.
- Ces démarches favorisent une **réappropriation démocratique de la connaissance**, mais restent encore marginales dans les politiques publiques de recherche.



Conclusion partielle : La radioactivité illustre comment une découverte fondamentale peut changer l'histoire, non seulement par ses applications (nucléaire civil ou militaire), mais aussi par ses conséquences politiques, éthiques et institutionnelles.

Pour le Grand Oral :

- Mobilisable pour une réflexion sur la diversité des sources de savoirs et leur reconnaissance.
- Utile pour questionner la légitimité scientifique, la participation citoyenne, ou les rapports Nord/Sud dans la recherche.
- *La science est-elle une aventure individuelle ou une entreprise collective ?*

III. AXE 2 — LA CONNAISSANCE, ENJEU POLITIQUE ET GÉOPOLITIQUE

Problématique

Comment les savoirs sont-ils instrumentalisés par les États pour affirmer leur puissance ou contrôler les sociétés ?

Idées clés à retenir

- La connaissance n'est pas neutre : elle peut être utilisée comme un outil d'influence, de domination ou de contrôle, notamment dans les contextes de guerre, de rivalités internationales ou de politiques nationales.
- L'enjeu ne se limite pas à l'éducation ou à la science : il touche aussi le renseignement, la propagande, le cyberspace, la formation des élites, etc.
- Les États puissants cherchent à capter, produire et sécuriser les savoirs stratégiques (nucléaire, spatial, numérique).
- Les circulations de savoirs entre pays du Nord et du Sud (étudiants, scientifiques, ingénieurs) peuvent être à double tranchant : appauvrissement pour les pays d'origine (brain drain) ou moyen de puissance (brain gain).

3.1 — Le renseignement pendant la guerre froide

Contexte

- Période de bipolarisation du monde (1947–1991) entre les États-Unis et l'URSS.
- La connaissance militaire, technologique, politique et scientifique devient un enjeu vital : il faut espionner, déchiffrer, anticiper.

Acteurs et institutions

- USA : CIA (Central Intelligence Agency, 1947), NSA (National Security Agency, 1952).
- URSS : KGB (Comité pour la sécurité de l'État), GRU (renseignement militaire).
- Services de renseignement alliés : MI6 (Royaume-Uni), STASI (RDA).

Enjeux et domaines visés

- Technologies de pointe : armes nucléaires, missiles balistiques, satellites, industries stratégiques.
- Espionnage scientifique et industriel : infiltration de laboratoires, vols de plans.
- Surveillance massive : écoute des communications (ex : réseau Échelon), satellites d'observation.



- Propagande et guerre de l'information (affrontement culturel et idéologique via médias, cinéma, radio).

Exemples emblématiques

- U-2 incident (1960) : un avion-espion américain est abattu au-dessus de l'URSS.
- Aldrich Ames, Kim Philby, Julius et Ethel Rosenberg : affaires d'espionnage célèbres.
- Course à l'espace (1957-1969) : vitrine scientifique et géopolitique (Sputnik, Apollo 11).

Conclusion : le renseignement illustre comment les savoirs (y compris secrets) deviennent des instruments de puissance, de contrôle et de pression dans un contexte de rivalité mondiale.

3.2 — Circulation des étudiants et transfert de savoirs : l'exemple de l'Inde

L'Inde, une puissance fondée sur le savoir

- Héritage colonial (universités anglophones, mathématiciens, ingénieurs).
- Priorité nationale donnée à l'éducation supérieure et technologique : Indian Institutes of Technology (IIT), Indian Institute of Science, etc.
- Politique de formation à l'étranger : l'Inde encourage ses élites à partir étudier dans les grandes universités du monde (MIT, Oxford, etc.).

Brain drain vs brain gain

- Brain drain (fuite des cerveaux) : des milliers de talents indiens restent aux États-Unis ou au Royaume-Uni pour des raisons économiques et scientifiques.
- Brain gain (retour ou connexion avec le pays d'origine) :
 - Transfert de compétences et de technologies.
 - Création de start-ups en Inde, installation de laboratoires internationaux à Bangalore, etc.
 - Maintien de liens diplomatiques, économiques et scientifiques avec les pays hôtes (diaspora comme relais d'influence).

Bangalore, symbole de la "Silicon Valley indienne"

- Développement accéléré de l'innovation numérique, des télécoms et de la recherche pharmaceutique.
- Présence de grandes entreprises internationales (Google, Infosys, Tata Consultancy).
- Capacité de l'Inde à capter les flux de savoirs globaux et à les réinvestir localement.

Enjeux géopolitiques

- Soft power indien à travers l'éducation, la culture scientifique, la diaspora.
- Concurrence croissante avec les pays occidentaux dans les domaines du numérique, de l'IA, du spatial.
- Revendication d'un rôle majeur dans les instances internationales (G20, BRICS).

IV. OBJET CONCLUSIF — LE CYBERESPACE : CONNAISSANCE, CONFLITS ET COOPÉRATION

Problématique

Pourquoi le cyberspace devient-il un nouveau territoire stratégique pour les connaissances ?



Idées clés à retenir

- Le cyberespace désigne l'ensemble des réseaux numériques (Internet, données, systèmes connectés), espace immatériel mais très concret dans ses effets économiques, politiques et géopolitiques.
- Il devient un territoire stratégique, au même titre que l'espace terrestre, maritime ou aérien.
- C'est à la fois un espace de circulation des savoirs (libre ou encadrée), un champ de conflictualité, et un lieu de coopération internationale.

Les principaux enjeux

Acteurs nombreux et diversifiés

- États : disposent de cyberarmées, lois de régulation, stratégies de cybersouveraineté.
- Entreprises privées (notamment GAFAM, BATX) : stockent et traitent l'essentiel des données mondiales.
- Hackers : parfois isolés, parfois liés à des États (cyberguerres, activisme).
- ONG et citoyens : défendent la liberté d'accès à l'information, la vie privée, la neutralité du Net.

Enjeux géopolitiques majeurs

- Souveraineté numérique : capacité d'un État à contrôler ses données, ses infrastructures numériques, ses plateformes.
- Cybersécurité et cyberdéfense : protection contre les cyberattaques, piratages, fuites de données sensibles.
- Espionnage numérique : États et groupes privés utilisent le cyberespace pour voler des secrets industriels, militaires ou scientifiques.
- Liberté d'expression vs surveillance : tensions entre sécurité nationale et droits fondamentaux (affaire Snowden, censure chinoise, contrôle des réseaux sociaux).

Enjeux éthiques et environnementaux du cyberespace

- L'essor de l'intelligence artificielle générative (ChatGPT, Gemini, etc.) soulève des dilemmes éthiques : quelle transparence des algorithmes ? Quels risques de biais, de désinformation ou d'usage abusif (deepfakes, manipulation électorale) ?
L'IA générative (ChatGPT, Gemini, DALL-E...) modifie la production du savoir, mais aussi la manière dont les élèves, chercheurs et citoyens y accèdent.

Risques :

- Biais algorithmiques (racisme, sexism, stéréotypes),
- Manipulation de l'opinion (deepfakes, fake news),
- Perte de maîtrise humaine sur les outils de décision (justice, santé, éducation).

Institutions comme l'UNESCO ou la Commission européenne appellent à un encadrement éthique (ex. : charte mondiale pour une IA éthique).

- Le stockage massif des données pose un problème environnemental : les data centers consomment énormément d'eau et d'électricité (ex. : un centre de Google en Irlande a utilisé 500 millions de litres d'eau en 2022). Cela remet en cause l'idée d'un numérique « propre » ou dématérialisé.

L'idée d'un « savoir dématérialisé » est donc trompeuse : les data centers, le minage de cryptomonnaies, le streaming vidéo ou les IA nécessitent une énorme consommation d'énergie et d'eau. Cette empreinte questionne la durabilité de la société de la connaissance numérique.

Le green IT ou numérique responsable est une réponse émergente : réduction de l'empreinte carbone, optimisation des architectures de données, recyclage des équipements, etc.



Question de justice numérique : qui décide des normes du cyberspace ? Qui peut accéder librement à Internet ? Ces enjeux renvoient à des tensions profondes entre souveraineté, liberté et inégalités mondiales.

- Justice numérique : accès à Internet, régulation des données, souveraineté numérique, cyberinégalités : qui contrôle le savoir en ligne ? Le cyberspace est un espace hiérarchisé : pays du Nord ultra-connectés vs zones blanches dans les Suds, citoyens ultra-formés vs publics vulnérables (personnes âgées, analphabètes numériques), grandes entreprises (GAFAM) vs États affaiblis ou dépendants.

Cas français

- ANSSI (Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information) : créée en 2009, chargée de la cyberprotection des administrations, infrastructures critiques, entreprises stratégiques.
- Stratégie nationale de cybersécurité (France 2030) : développer une industrie souveraine du numérique, former aux métiers de la cybersécurité.
- Coopération européenne : participation au Cyber Rapid Response Team de l'UE ; part de l'OTAN en matière de cyberdéfense.

Exemples concrets de conflictualité

Conflit / Tension	Nature du conflit dans le cyberspace
Russie vs Ukraine (depuis 2014)	attaques informatiques coordonnées (panne d'électricité à Kiev, virus NotPetya en 2017)
USA vs Chine	rivalités sur la 5G, soupçons d'espionnage industriel (Huawei), cyberattaques contre des agences américaines
Iran vs USA / Israël	attaque du virus Stuxnet (2010) contre les centrifugeuses nucléaires iraniennes
Collectifs de hackers (ex : Anonymous)	cyberactivisme, dénonciation de la surveillance, attaques par déni de service

Exemples de coopération

- Convention de Budapest (2001) : premier traité international sur la lutte contre la cybercriminalité (ratifié par 67 pays, sauf Russie et Chine).
- UNESCO : réflexions sur l'éthique de l'intelligence artificielle, régulation des données.
- Forum de Paris sur la paix : espace de dialogue sur la gouvernance du cyberspace.

Conclusion partielle

Le cyberspace est un nouvel espace géopolitique hybride, à la croisée du savoir, de la souveraineté, et de la conflictualité. Il bouleverse la manière dont les États produisent, protègent et diffusent la connaissance. Entre menace et coopération, il constitue l'un des enjeux géostratégiques majeurs du XXIe siècle.

Ouverture pour le Grand Oral :

Peut-on concilier innovation numérique, éthique et développement durable ?

Le cyberspace renforce-t-il ou réduit-il les inégalités mondiales ?



V. POUR LE GRAND ORAL

5.1 Idées forces

- La connaissance est un levier de puissance pour les États.
- Elle repose sur des réseaux de production (communauté scientifique).
- Elle peut être source de coopération (open access, éducation) ou de conflits (espionnage, cybersécurité).
- Le contrôle du savoir est un enjeu démocratique et stratégique.

Ouverture pour le Grand Oral

- ✓ *Peut-on concilier innovation numérique, éthique et développement durable ?*
- ✓ *Le savoir est-il toujours un bien commun ?*
- ✓ *La société de la connaissance est-elle vraiment équitable ?*
- ✓ *Peut-on démocratiser la science dans un monde inégalitaire ?*

5.2 Vocabulaire clé

Axe / Partie	Terme	Définition
Introduction générale	Société de la connaissance	Modèle où l'éducation, la recherche, l'innovation et l'information sont les piliers du développement et de la puissance.
	Connaissance stratégique	Savoir à haute valeur (scientifique, technologique, militaire) utilisé à des fins de puissance ou de souveraineté.
	Transfert de savoirs	Circulation de connaissances ou compétences entre pays, générations ou institutions.
Axe 1 – Produire et diffuser	Communauté scientifique	Groupe structuré de chercheurs qui produit, valide et partage des savoirs selon des règles collectives.
	Alphabétisation	Acquisition des compétences de base (lecture, écriture, calcul) nécessaires à l'accès au savoir.
	Open access	Accès libre et gratuit aux publications scientifiques validées.
	Brain drain / brain gain	Fuite ou retour des personnes hautement qualifiées formées dans un pays ; enjeu de puissance et de développement.
Axe 2 – Connaissance et pouvoir	Conflit cognitif	Affrontement sur le contrôle, l'interprétation ou la diffusion des savoirs (désinformation, réécriture de l'histoire).
	Souveraineté numérique	Capacité d'un État à contrôler ses données, ses infrastructures et ses normes dans le domaine numérique.
Objet conclusif – Le cyberespace	Cybersécurité	Ensemble des moyens techniques et politiques de protection contre les attaques numériques.
	Cyberespace	Espace numérique mondial structuré par les réseaux interconnectés (Internet, données, plateformes).
	Cyberguerre	Conflit mené par des attaques informatiques à des fins militaires, politiques ou économiques.
	Hackers	Individus ou groupes pénétrant des systèmes informatiques ; parfois liés à des logiques d'espionnage ou d'activisme.



5.3 Dates clés

Alphabétisation, accès au savoir et société de la connaissance

Date	Événement
1686	Fondation de la Maison de Saint-Cyr par Mme de Maintenon (alphabétisation élitiste des filles).
1833	Loi Guizot : premières obligations scolaires (garçons uniquement).
1881–1882	Lois Ferry : école gratuite, laïque, obligatoire (mais inégalitaire pour les filles).
1969	Peter Drucker théorise la « société de la connaissance ».
2000	Sommet de Lisbonne : l'Union européenne vise à devenir une économie de la connaissance.
2015	L'UNESCO élargit la définition de l'alphabétisation aux compétences numériques et critiques.

Sciences, recherche et conflits

Date	Événement
1896	Découverte de la radioactivité par Henri Becquerel.
1903 & 1911	Prix Nobel de Marie Curie (physique puis chimie).
1942	Début du projet Manhattan (nucléaire militaire aux États-Unis).
1945	Bombe atomique sur Hiroshima et Nagasaki : militarisation du savoir.
1989–1991	Fin de la guerre froide : reconfiguration des stratégies scientifiques et du renseignement.

Cybersécurité, cyberconflits et gouvernance numérique

Date	Événement
2010	Virus Stuxnet : premier acte de cyberguerre ciblé (centrifugeuses iraniennes).
Depuis 2020	Cybersécurité intégrée dans les stratégies nationales (France, UE, OTAN, etc.).

5.4 Personnages mobilisables

Peter Drucker

Dates : 1909–2005

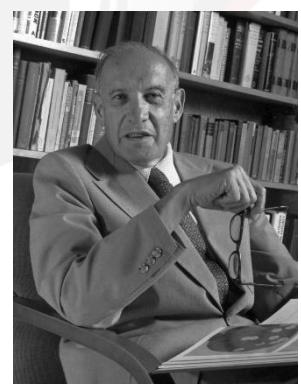
Fonction : Économiste et penseur du management

Rôle historique

Inventeur du concept de « société de la connaissance » (1969), il insiste sur le rôle central du savoir, de l'innovation et de l'éducation dans les sociétés modernes.

Lien avec le thème HGGSP

Figure théorique majeure pour comprendre les logiques actuelles de puissance fondées sur la maîtrise du savoir.



Pour le Grand Oral

- Peut être mobilisé sur une question portant sur le développement, l'innovation, ou la place du savoir dans la mondialisation.
- Sert à illustrer un modèle de société fondé sur l'information et la recherche.



Marie Curie

Dates : 1867–1934

Fonction : Physicienne et chimiste, double Prix Nobel

Rôle historique

Pionnière de la recherche sur la radioactivité, première femme à obtenir un Prix Nobel (1903, 1911). Elle contribue à la production de savoir scientifique dans un contexte international.



Lien avec le thème HGGSP

Exemple de figure féminine dans l'histoire des sciences ; incarne la production de connaissance comme levier de reconnaissance et d'autorité.

Pour le Grand Oral

- Mobilisable dans un axe sur la place des femmes dans le savoir.
- Sert à illustrer la circulation et la valorisation des savoirs scientifiques.

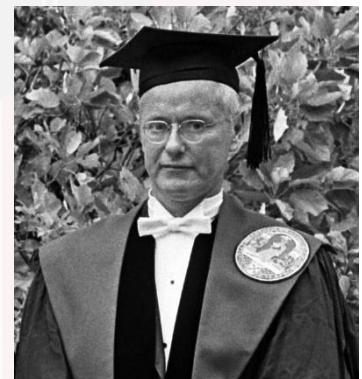
Robert K. Merton

Dates : 1910–2003

Fonction : Sociologue américain des sciences

Rôle historique

Auteur de la théorie de la « communauté scientifique» : les savoirs sont produits selon des normes partagées (universalisme, scepticisme organisé, etc.).



Lien avec le thème HGGSP

Apporte une réflexion sur la production collective, institutionnelle et sociale du savoir.

Pour le Grand Oral

- À citer pour une analyse critique des mécanismes de production scientifique.
- Utile pour interroger la distinction entre vérité scientifique et opinion.

Edward Snowden

Dates : né en 1983

Fonction : Informaticien et lanceur d'alerte américain

Rôle historique

Ancien analyste de la NSA, il révèle en 2013 l'existence de programmes massifs de surveillance mondiale (PRISM).



Lien avec le thème HGGSP

Figure centrale des débats sur la cybersécurité, la souveraineté numérique et la transparence.

Pour le Grand Oral

- Mobilisable dans toute question sur le cyberespace, les libertés ou les conflits d'information.
- Sert à illustrer les tensions entre sécurité et liberté.



Sundar Pichai

Dates : né en 1972

Fonction : PDG de Google (Alphabet Inc.)

Rôle historique

Dirigeant d'un des principaux acteurs du numérique mondial, au cœur de la collecte et du traitement des données personnelles.

Lien avec le thème HGGSP

Symbole du pouvoir croissant des GAFAM dans la gestion des savoirs, des données et des infrastructures numériques.

Pour le Grand Oral

- Illustratif pour une question sur la souveraineté numérique ou la gouvernance du cyberespace.
- Sert à interroger le rôle des entreprises privées dans les relations internationales.



Tim Berners-Lee

Dates : né en 1955

Fonction : Informaticien britannique

Rôle historique

Inventeur du World Wide Web (1989), il milite pour un Internet libre et décentralisé.

Lien avec le thème HGGSP

Personnage-clé pour comprendre les origines du cyberespace comme espace ouvert de diffusion des connaissances.

Pour le Grand Oral

- Peut être cité dans une question sur l'histoire du numérique ou la gouvernance d'Internet.
- Sert à illustrer l'ouverture du savoir face aux logiques de contrôle.



Malala Yousafzai

Dates : née en 1997

Fonction : Militante pakistanaise pour l'éducation des filles, Prix Nobel de la paix

Rôle historique

Victime d'un attentat des talibans pour avoir défendu l'accès des filles à l'école, elle devient une figure mondiale du droit à l'éducation.

Lien avec le thème HGGSP

Exemple emblématique des inégalités d'accès au savoir, et de la connaissance comme levier d'émancipation.



Pour le Grand Oral

- Mobilisable dans une question sur l'éducation, les droits humains ou les inégalités Nord/Sud.
- Sert à incarner le combat pour la démocratisation du savoir.



Julian Assange

Dates : né en 1971

Fonction : Informaticien, journaliste et fondateur de WikiLeaks

Rôle historique

Créateur de la plateforme WikiLeaks, il publie à partir de 2006 des milliers de documents confidentiels sur les opérations militaires, diplomatiques et de surveillance menées par les États-Unis et d'autres puissances.



Lien avec le thème HGGSP

Symbole de la lutte pour la transparence, il interroge les limites de la liberté d'accès à l'information face aux enjeux de sécurité nationale.

Pour le Grand Oral

- Mobilisable pour une question sur les tensions entre transparence, secret et sécurité dans la circulation des savoirs.
- Sert à problématiser les enjeux de pouvoir liés à l'information numérique et au journalisme d'investigation.

Thomas Kuhn

Dates : 1922–1996

Fonction : Historien et philosophe des sciences

Rôle historique

Auteur de *La structure des révolutions scientifiques* (1962), il développe la notion de **paradigme scientifique** et montre que les grandes découvertes scientifiques s'accompagnent souvent de ruptures radicales dans la manière de penser le monde.



Lien avec le thème HGGSP

Apporte une lecture critique de la science, non comme accumulation neutre de faits, mais comme succession de révolutions conceptuelles.

Pour le Grand Oral

- À citer pour une réflexion sur la construction du savoir, son instabilité et ses transformations historiques.
- Permet d'interroger la dimension sociale et culturelle de la production scientifique.

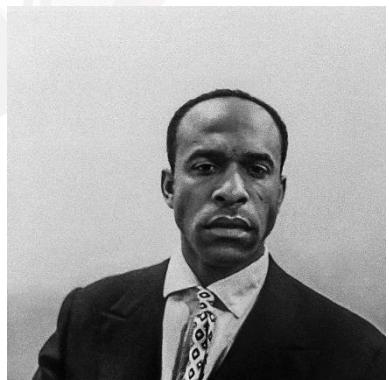
Frantz Fanon

Dates : 1925–1961

Fonction : Psychiatre et essayiste anticolonial

Rôle historique

Auteur de *Les Damnés de la Terre* (1961), il dénonce les effets psychologiques et culturels du colonialisme, et plaide pour une décolonisation totale, y compris sur le plan des savoirs.



Lien avec le thème HGGSP

Porte une critique fondamentale de la domination épistémique : les savoirs occidentaux ont servi à justifier l'exploitation et la hiérarchisation des peuples.

Pour le Grand Oral

- Mobilisable dans une question sur les savoirs dominants, les inégalités Nord/Sud ou la critique postcoloniale de la science.
- Sert à ouvrir une réflexion sur les voix marginalisées dans la production des connaissances.



Sources principales

- ⇒ Programme HGGSP terminale, éduscol, version janvier 2024.
- ⇒ Peter Drucker, *The Age of Discontinuity*, 1969 : invention de l'expression « knowledge society ».
- ⇒ Rapports de l'UNESCO sur la science ouverte et les inégalités d'accès à la connaissance.
- ⇒ Rapport UNESCO 2020 sur l'éducation des filles et les inégalités.
- ⇒ Cédric Villani, *Le Défi des sciences*, PUF, 2021.
- ⇒ Christophe Jaffrelot, *L'Inde, une puissance en mutation*, CNRS Éditions, 2021.
- ⇒ Éric Denécé, *Les services secrets pendant la guerre froide*, Ellipses, 2020.
- ⇒ Rapport de l'UNESCO sur les mobilités étudiantes et les transferts de compétences (2023).
- ⇒ Étienne Dinet et Marc Watin-Augouard, *Cybersécurité : enjeux et stratégies*, PUF, 2022.
- ⇒ Joseph Stiglitz, *The Price of Inequality*, pour la question de l'accès inégal au savoir.
- ⇒ Shoshana Zuboff, *The Age of Surveillance Capitalism* (2019), pour le lien entre données, savoirs et pouvoir des GAFAM.



Grok

HISTOGRAPHIE.NET

